

L'Occident peut dormir sur ses deux oreilles

Le prix du pétrole devrait rester stable au cours des 10 prochaines années

Le prix du baril de pétrole sur les marchés de consommation devrait rester stable au cours des 10 prochaines années.

Antoine Ayoub, professeur au département d'économie de l'Université Laval qui s'est fait une spécialité de prévoir les fluctuations du marché des hydrocarbures, en est, du moins, convaincu.

Et si le prix du baril de pétrole devait briser la tendance qui le confine actuellement dans une fourchette de 17 à 20 \$ US, c'est plutôt vers le bas qu'il risquerait de se retrouver, même si personne n'a intérêt à ce qu'un tel scénario se concrétise.

C'est la lecture que M. Ayoub fait de la situation politique internationale qui lui permet de soutenir une telle thèse.

L'Irak prêt à inonder le marché

D'abord, l'offre devrait continuer d'excéder la demande, en raison des développements attendus en Irak et dans les pays de l'Ex-URSS.

Ensuite, l'accord de paix qui se dessine entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) devrait calmer les tensions qui ont persisté au Moyen-Orient (la fin de la guerre froide avait déjà contribué à un relâchement, les États de l'ex-URSS ne soutenant plus les Palestiniens) et favoriser des investissements massifs de la part des pays occidentaux, notamment des membres de la Communauté économique européenne.

Déjà, les Américains se sont imposés comme les protecteurs de plusieurs États arabes dans le sillon de la guerre du Golfe. On voit mal ces pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) faire un croc-en-jambe à leurs nouveaux alliés en cherchant à contrôler à la hausse le coût de l'or noir.

D'ailleurs, M. Ayoub rappelle que la solidarité au sein de cette coalition est toujours très fragile. La situation financière de l'Arabie Saoudite n'est pas rose. Le Fonds monétaire international l'a mise en garde contre un

déséquilibre éventuel entre dépenses publiques et les revenus qui proviennent de la vente de ses ressources.

Or, ce pays est à lui seul responsable de la production de 8,5 M de barils de pétrole par jour sur les 24 M de barils produits quotidiennement par l'OPEP.

Accord en vue

Il n'est donc pas évident que l'Arabie Saoudite acceptera de diminuer sa production pour faire place à l'Irak lorsque le pays de Saddam Hussein verra lever l'embargo économique qui frappe son pays.

Pour l'instant, les vaincus de la guerre du Golfe cherchent à négocier un pacte avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui leur permettrait de vendre leurs hydrocarbures jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars américains par année pour assumer les coûts des médicaments qu'ils doivent se procurer.

Même si l'accord espéré n'est pas conclu - les Irakiens étant peu entichés par l'idée de laisser à d'autres le contrôle des opérations -, il faut prévoir qu'un jour, les pays industrialisés délivreront l'Irak de sa muselière. Ce jour-là, l'Irak voudra vite restructurer son économie nationale et ajoutera 3,5 M

de barils de pétrole par jour dans l'océan de la production de l'OPEP.

L'offre internationale sera alors trop grande si d'autres producteurs pétroliers ne consentent pas à diminuer leur débit.

Ex-URSS et Chine communiste

M. Ayoub fait aussi valoir que les pays de l'ex-URSS dont le sol contient du pétrole se remettront éventuellement de la débandade actuelle et pourraient redevenir des exportateurs nets d'or noir. Dans ce cas, il faudrait compter environ 1 M de barils supplémentaires par jour.

Le professeur attire notre attention sur la demande des pays industrialisés qui vivent, pour la plupart, une sévère récession ou une timide reprise. « La demande ne devrait pas aller en grimpaçant; nous vivons une récession structurelle et nous ne connaîtrons pas des années de forte croissance d'ici l'an 2000. »

Or, le marché connaît un léger surplus de production que l'on peut attribuer à l'Iran, qui dépasse ses quotas. L'Iran et la montée de l'islamisme sont pourtant identifiés par cet ancien président de la SOQUIP (Société québécoise d'initiatives pétrolières) comme étant les plus grandes menaces à la stabilité du cours mondial du pétrole.

Toutefois, M. Ayoub circonscrit le danger que le pétrole se transforme en arme de guerre contre les États-Unis sur décision des ayatollahs. La raison qu'il invoque : l'Égypte, le Liban, le Soudan et l'Algérie, entre autres, n'ont que le pétrole pour combler leurs énormes besoins financiers.

« Compte tenu de tous ces éléments, je n'ai pas l'impression que les prix vont flamber. »

Pas de recul important des prix

Les prix du pétrole ne devraient pas non plus fléchir de façon marquée, s'ils ont à reculer.

Les Américains ont tout intérêt à éviter que les prix de référence descendent sous le prix moyen de production interne (le prix technique), qui se situe entre 14 et 15 \$ US le baril (ce prix se situe à moins de 0,50 \$ US pour les pays du Golfe).

Le déversement d'un pétrole mondial en deçà de 10 \$ US le baril, par exemple - cela n'est arrivé qu'une seule fois depuis 1973 - mettrait en péril des investissements

colossaux effectués au pays de Bill Clinton dans des types d'énergies alternatives.

Après l'an 2000, cependant, M. Ayoub ne jure de rien, car il montre du doigt les Chinois comme étant les plus aptes à faire sauter le bouchon. « Depuis 10 ans, la Chine communiste connaît des croissances internes réelles de l'ordre de 8 à 10 % annuellement. Ils importent peu de pétrole actuellement, mais la situation pourrait se transformer rapidement. »

Les Occidentaux qui ont commencé à se ruier vers cette nouvelle terre d'accueil des investissements pourraient être ceux qui entraîneront cette demande accrue.

Part du pétrole stable

Dans l'éventualité où le revirement économique serait plus musclé au cours des sept prochaines années, M. Ayoub croit que le pétrole ne serait pas nécessairement l'unique source d'énergie à bénéficier d'une plus forte demande. Cela empêcherait le pétrole de briser sa résistance plafond (20 \$ US).



L'analyse de la situation socio-politique mondiale et du jeu de l'offre et de la demande convainquent Antoine Ayoub que les risques d'une flambée des cours du pétrole seront mineurs au cours des 10 prochaines années.

« En 20 ans, la montée des prix pétroliers a favorisé la création de substituts énergétiques qui profiteraient eux aussi d'une économie robuste. »

La part du pétrole dans le bilan énergétique international a baissé : elle est passée de 47 % à 35 %. De plus, il devrait maintenir ce poids lorsque nous atteindrons le prochain siècle.

Au Québec, c'est de plusieurs marches qu'a reculé la part du pétrole de 1973 à 1992 (année où les statistiques les plus récentes ont été compilées), soit de 70 % à 40 %. M. Ayoub n'estime pas que le poids relatif du pétrole sera vraiment très différent à la fin des années

1990, tant au Québec que dans le monde.

Hibernia et sables bitumineux

Au début des années 2000, le projet Hibernia sera réalité... si les travaux ne sont pas interrompus. Selon les projections du spécialiste, ces installations ne seront pas

rentables. Au mieux, elles feront leurs frais. « Si les prix du pétrole ne bougent pas d'ici au début des années 2000, comme je le crois, ce sera ce à quoi il faudra s'attendre. »

Le président-fondateur du Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles (GREEN) n'a jamais caché

ses sentiments envers « cette histoire de développement régional de six milliards de dollars à laquelle on aurait tout aussi bien pu substituer un programme de réfection des routes ». Pour ce qui est des sables bitumineux de l'Alberta, M. Ayoub n'entrevoit pas qu'ils sortent de leur demi-sommeil dans lequel les a plongés la dégingolade

du cours du pétrole. Quant aux réserves pétrolières mondiales, qui se concentrent dans les pays du Golfe, elles sont largement suffisantes pour les 70 prochaines années, si ce n'est pas pour les 100 prochaines années.

RAYMOND PRINCE

LES AFFAIRES,
Samedi 18 septembre 1993